

Pour construire l'alternative, l'utilité d'une candidature communiste

Nous vivons un moment historique inédit.

La crise sanitaire, sociale, économique que nous vivons est d'une extrême gravité en raison de son caractère systémique pour cette dernière et des conséquences sur les deux premières.

Le système capitaliste est engagé dans une course folle qui conduit l'Humanité vers de nouvelles catastrophes. La course au profit, à la rentabilité à tout prix engage des masses immenses de richesses vers la finance, la suraccumulation et la destruction, leur confiscation pour l'intérêt d'une minorité.

C'est cette course folle qui empêche d'engager véritablement la lutte contre le réchauffement climatique, c'est elle qui accroît les divisions, les affrontements, les guerres dans de nombreuses parties du monde. Elle est aujourd'hui incapable de relever le défi de la vaccination, du traitement contre la covid, et de vivre à nouveau normalement avec le virus.

La crise sanitaire qui en découle révèle en grand le poids de la finance sur tous les pans de l'activité humaine, et les dogmes néolibéraux de la concurrence, de la loi du marché se révèlent de puissants freins à voir émerger des solutions. Malgré cette prise de conscience, le désarroi, les règles sanitaires pèsent sur l'état d'esprit de chacun et le gouvernement saisit chaque occasion pour accélérer la mise en œuvre de son projet politique, que ce soit en matière économique, d'éducation, de santé, ou encore en matière de libertés publiques, de solidarités et de conception des services publics et du rôle de l'Etat et des collectivités. Le combat de classe est d'une grande violence par conséquent, même si les impasses du libéralisme se mesurent chaque jour, et dans tous les domaines. Les contradictions qui se font jour vont s'exacerber dans les mois et les années qui viennent.

L'éducation au coeur de l'affrontement de classe

Prenons l'exemple de l'éducation. Alors que les inégalités scolaires se sont révélées aux yeux du plus grand nombre et aggravées durant la crise, qu'il y a besoin de refonder un projet pour une école émancipatrice, une école commune qui vise l'élévation du niveau de connaissance d'une classe d'âge, le gouvernement et le ministre Blanquer saisissent cette crise pour accélérer la transformation de l'école pour servir les intérêts capitalistes et mettre en œuvre les dogmes de l'individualisme et de la concurrence.

Sur cette question comme pour d'autres, pour il faut rompre avec des années de recul idéologique et de renoncement. Le débat doit être nourri de propositions, de confrontation avec pour ce qui concerne les communistes une originalité qui tient à inscrire l'école dans un projet de société émancipateur, à viser l'élévation du niveau de connaissances de toute une classe d'âge au travers d'une culture commune de haut niveau. En résumé une conception politique des enjeux éducatifs dans une société où le partage des savoirs, des pouvoirs est un enjeu de civilisation.

Il y a donc un besoin urgent de nourrir le débat de nos propositions et de saisir les luttes qui émergent « de la maternelle à l'université » pour un nouveau projet pour l'école qui vise la réussite de chacun et chacune.

Il ne s'agit pas seulement de demander plus de moyens pour l'école, mais bien un projet de transformation profonde de l'école face à l'offensive libérale, s'appuyant sur les difficultés réelles du système éducatif, qui vise à instaurer une école à plusieurs vitesses, une école de l'individualisation des parcours.

Et pour cela il s'agit de penser l'école, à voix haute je dirais. Quelle école émancipatrice, commune à toutes et tous ? Quelle culture commune de haut niveau enseigner à toute une classe d'âge ? Quels moyens pour lutter contre les inégalités scolaires ? Comment combattre l'échec scolaire ? Quelle articulation entre l'école publique, l'Etat, les collectivités ? Quels pouvoirs démocratiques nouveaux pour les personnels, les parents d'élèves, les lycéens et étudiants ?

Alors que les moyens existent pour l'élévation du niveau de connaissance d'une classe d'âge, le partage des savoirs, que c'est un enjeu de civilisation, le néolibéralisme conduit à l'opposé, et marchandise les savoirs, l'éducation, la formation, quitte à produire un immense gachis pour la jeune génération.

Le plan d'urgence pour l'école que nous avons mis en débat en mai dernier lie réponses immédiates à la crise sanitaire et propositions transformatrices pour une autre école qui rompent avec des années de casse de l'école commune à toutes et tous.

Il y a besoin de rentrer dans une nouvelle phase de reconquête idéologique.

LE neo-libéralisme a connu des avancées idéologiques depuis plus de 20 ans, notamment à gauche le quinquennat Hollande, l'élection d'Emmanuel Macron parachèvent cette séquence politique. Il y a besoin pour ouvrir une perspective politique de changement, de rompre avec ce qui a conduit la gauche là où elle en est aujourd'hui. C'est à dire un affaiblissement culturel, politique et électoral, dans cet ordre précisément.

L'offensive libérale à gauche a produit de la division, l'explosion de la sociale démocratie en une multitude de partis ou mouvements qui s'ils affirment des ruptures avec le libéralisme, restent enfermés dans l'idée que les catégories populaires ont abandonné les idées de justice, de progrès social et démocratique. C'est faux, il existe une aspiration profonde à cela, force est de constater que cette aspiration ne trouve pas aujourd'hui d'offre politique en réponse.

Cet affaiblissement de la gauche dans son ensemble et celui concomitant du Parti Communiste a-t-il permis l'émergence d'une force politique en capacité d'imposer une force porteuse d'un changement de politique allant jusqu'au changement de société ? Non, et c'est l'enjeu des mois qui viennent, ouvrir une perspective de changement réel.

LA stratégie de Jean-Luc Mélenchon, qui est la suite de 2017, et non de 2012, a déjà conduit à l'échec, et elle y conduira de nouveau, pas simplement en raison de la question du rassemblement mais aussi sur le fond politique de son programme.

Le clivage gauche-droite, l'affrontement Capital-travail, la lutte contre la financiarisation de l'économie et le coût du capital sur notre société, la question démocratique jusque dans l'entreprise, la place de la jeunesse, la lutte contre toutes les dominations, les enjeux de l'écologie et de la lutte contre le réchauffement climatique appellent des réponses neuves, qui tournent la page du tournant de la rigueur de 1983.

La gauche affaiblie et l'urgence d'une perspective de changement réel

Des réponses neuves, et un changement stratégique autour de la question de la construction d'une alternative. La stratégie qui a consisté pendant des décennies, à considérer le rassemblement à gauche non pas à partir des forces et atouts des uns et des autres, mais à partir de nos faiblesses communes, et celles qui sont les nôtres, sans jamais essayer de les dépasser ou d'inverser

une tendance qui pouvait paraître inéluctable, mais qui non seulement ne l'est plus, mais dont la période permet d'envisager de sortir d'une phase historique qui aura duré près de 30 ans.

L'élection présidentielle, avec tout ce qu'elle engendre en terme de cristallisation du débat et des rapports de force est un moment d'accélération du débat politique, les élections législatives qui en découlent désormais ne traduisent pas l'Etat réel des rapports de force dans la société. C'est donc conjointement que nous devons les aborder, en mettant à la disposition du plus grand nombre une candidature communiste à la présidentielle qui porte et incarne une rupture avec les politiques libérales menées depuis des décennies, une rupture avec une stratégie à gauche qui consiste à ne plus s'adresser qu'à celles et ceux qui votent, et a conduit à des défaites idéologiques, puis électorales.

Il y a besoin d'une candidature communiste qui s'adresse à l'ensemble de notre peuple, au monde du travail, qui porte la colère populaire et l'exigence d'une véritable alternative. Pas seulement de « battre Macron et Le Pen », mais qui pose le débat nécessaire pour la reconstruction d'une alternative politique tant sur la question des contenus que sur une conception nouvelle du rassemblement et de la construction politique d'un changement réel.

C'est je crois une question fondamentale à laquelle nous devons répondre et à laquelle j'ai tenté de répondre dans cette contribution. Au regard de l'enjeu de construction d'une alternative politique, une candidature communiste à la présidentielle de 2022 est-elle un atout, ou un handicap ? Et donc si c'est un atout, à quelle condition, quelle utilité, quelle campagne devons nous faire ?

C'est je crois l'enjeu du débat qui nous occupe.